

REGARDS CIVILS

METTRE EN LUMIÈRE LES PERCEPTIONS ET ANALYSES DES ACTEURS CENTRAFRICAINS SUR LES GRANDS ENJEUX DE PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT

CENTRAFRIQUE 2025

LES GRANDS ENJEUX SELON LA SOCIÉTÉ CIVILE

ELECTIONS & GOUVERNANCE LOCALE * DEVELOPPEMEN ECONOMIQUE*ENVIRONNEMENT* SOCIETE CIVILE

www.pdwcar.com



RESUME EXECUTIF

En 2025, la République Centrafricaine s'apprête à vivre l'une de ses années les plus déterminantes depuis le changement de constitution en 2023. Dans ce contexte, le Think Tank Peace and Development Watch-RCA (PDW-CAR) a lancé sa première étude de perception de l'année, fondée sur les analyses des acteurs de la société civile.

Un exercice de consultation inclusif

Cette étude repose sur un vaste processus de consultation mené durant les mois de **novembre et décembre 2024**, à travers l'organisation des "**Journées de l'Observatoire**". Ces rencontres ont mobilisé **208 acteurs clés de la société civile**, incluant : des membres de partis politiques, des représentants de réseaux d'associations et d'ONG locales, des étudiants et des leaders communautaires, des acteurs du secteur privé.

Les consultations se sont déroulées sous forme **d'entretiens et de groupes de discussion** dans six villes stratégiques : **Bangui, Bambari, Bouar, Bossangoa, Bria et Mbaïki**.

Une note brute pour une vision authentique

Pour cette **première édition 2025 de "Regards Civils"**, PDW-CAR a choisi de restituer **fidèlement** les analyses des participants, **sans intervention analytique** de sa part. L'étude propose ainsi trois **scénarios synthétiques – optimiste, intermédiaire et pessimiste** – permettant d'anticiper les dynamiques possibles et d'orienter les décisions stratégiques des lecteurs.

Cette étude ne vise pas à refléter une **réalité factuelle absolue**, mais plutôt à mettre en lumière **la manière dont les acteurs de la société civile perçoivent les évolutions en cours**.

Ainsi, de manière synthétique, les acteurs consultés ont souligné les points suivants :

1. **Les élections locales et générales représentent une opportunité de renforcer la démocratie, cependant, les défis liés aux tensions politiques sont encore présents au niveau national avec un impact au sein des communautés. La société civile, en collaboration avec les partenaires internationaux, doit intensifier ses efforts pour contrer la désinformation et promouvoir un espace de dialogue pacifique ;**
2. **Sur le plan économique, le renforcement du dialogue entre le secteur public et privé, soutenu par le Plan national de développement (PND), est aujourd'hui et plus que jamais indispensable pour générer une croissance durable. Les partenariats économiques doivent être mis à profit pour stimuler l'innovation et les investissements locaux. Une transparence accrue dans la diffusion des informations et des accords économiques est cruciale pour l'intégration et la participation active du secteur privé centrafricain ;**
3. **Enfin, sur le front environnemental, le pays et surtout la société civile doit résolument s'attaquer aux défis environnementaux et de l'exploitation minière/forestière durable par une collaboration renforcée entre la société civile et les autorités locales.**

LES ASPIRATIONS POPULAIRES POUR L'ANNEE 2025



Des espaces d'expression libre et des élections inclusives

- La création d'espaces d'expression libre qui permettent à la population de discuter ouvertement des questions importantes, sans peur de répression, favorisant ainsi le développement d'une citoyenneté active et informée.
- La garantie de la liberté, de la transparence et de l'inclusivité des élections pour redonner confiance aux populations vis à vis du processus démocratique.
- La mise en oeuvre de mesures effectives de lutte contre l'intimidation et les fraudes.



Une société civile réconciliée

Réconcilier la société civile afin qu'elle puisse être mieux organisée et mobilisée pour jouer son rôle (crucial) dans la médiation et de dialogue sur les enjeux socio-économiques et politiques.



L'émergence d'un activisme écologique

Voir la montée de l'activisme écologique afin de sensibiliser les populations aux enjeux environnementaux et plaider pour une gestion responsable des ressources naturelles dans les provinces.



L'accès à des informations fiables

Poursuivre la lutte contre la désinformations et favoriser l'émergence de médias crédibles et fiables.

LES ACTEURS CLÉS QUI FERONT LA RCA EN 2025

Les participants ont identifié certains acteurs clés qui, selon eux, devraient systématiquement être pris en compte par le gouvernement ainsi que les partenaires techniques et la société civile, dans l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des projets, selon les thématiques.

ACTEURS CLÉS	ROLES ET CONTRIBUTIONS
Gouvernement Centrafricain	Assurer une gouvernance stable, promouvoir la transparence électorale et économique, renforcer les infrastructures locales.
Société civile	Contre la désinformation, encourager le dialogue pacifique, et participer à la gestion des ressources naturelles et des initiatives de plaidoyer.
Partenaires internationaux	Soutenir le renforcement institutionnel, fournir une assistance technique et promouvoir des investissements économiques durables.
Partis politiques	Participer activement au processus électoral, promouvoir des élections transparentes et équitables.
Jeunes entrepreneurs	Contribuer à l'innovation économique, et s'aligner sur le Plan national de développement (PND).
Observateurs Electoraux	Surveiller l'intégrité du processus électoral et renforcer la confiance publique à travers des évaluations impartiales.
Entreprises locales	Stimuler l'économie, intégrer les perspectives du PND, et accroître la compétitivité nationale.
Communautés Locales	Participer activement à la gouvernance locale et à la gestion environnementale face aux défis climatiques
Partenaires économiques	Favoriser des partenariats économiques solides, transparents, équilibrés et encourager les investissements et l'innovation en RCA.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES THÈMES, SCÉNARIOS PROSPECTIFS ET ANALYSES

Thématique	Scénarios Prospectifs
<p>Elections</p>	<p>Défis liés à l'organisation des élections locales avec une faible infrastructure et faible participation citoyenne.</p> <p>Risques de déséquilibre dans les élections générales avec la montée du Mouvement Cœur Unis (MCU).</p> <p>Usage des méthodes de désinformation par des groupes pro-MCU et intensification des tensions ethniques.</p>
<p>Gouvernance Locale</p>	<p>Possibilité d'améliorer la gouvernance par la décentralisation et la réappropriation par les jeunes et femmes des enjeux économiques locaux.</p> <p>Alignement des PLD avec le PND comme catalyseur du développement.</p>
<p>Développement Economique</p>	<p>Opportunité de renforcer le dialogue entre secteur privé et public pour dynamiser l'économie.</p> <p>Vulgarisation du PND comme levier pour engager les jeunes entrepreneurs.</p> <p>Transparence et rééquilibrage dans l'exécution des accords économiques pour stimuler le secteur privé centrafricain.</p>
<p>Environnement</p>	<p>Risque d'inondations persistantes, nécessitant des initiatives collaboratives pour une meilleure gouvernance environnementale.</p> <p>Mobiliser la société civile pour adresser les défis écologiques et renforcer la résilience climatique.</p>
<p>Société Civile</p>	<p>Renforcement de la coopération entre organisations pour accroître leur rôle dans la réponse aux enjeux nationaux et soutenir l'élaboration législative.</p> <p>Création d'espaces de dialogue et de débats pour encourager la participation citoyenne.</p>

ELECTIONS

1. Les élections locales en République centrafricaine sont programmées pour avril 2025. Cependant, des défis significatifs, tels que le manque de ressources financières et logistiques, une préparation insuffisante sur le terrain, et l'insécurité persistante, soulèvent des inquiétudes quant à leur réalisation dans les délais prévus. Par ailleurs, le manque de sensibilisation à l'importance des élections locales contribue à un faible engouement des citoyens.
2. L'Etat centrafricain semble donner une attention particulière aux élections générales, qui semblent d'ores et déjà déséquilibrées en raison de l'avance du Mouvement Cœur Unis (MCU) à Bangui et dans les provinces. Sur le terrain, les observateurs locaux notent que le MCU a consolidé son influence dans plusieurs régions à travers les antennes locales du parti et l'engagement actif dans des structures, telles que le Conseil consultatif de la jeunesse et les multiples associations locales pro-MCU.
3. Les associations locales soutenant le parti au pouvoir et les « communicants du pouvoir »¹ jouent un rôle majeur dans la désinformation, la propagande et l'intimidation. La principale crainte est de voir le développement de méthodes de diffusion des fausses informations et de pressions inédites tout au long du processus électoral. Cela nécessite une vigilance accrue de la société civile pour identifier et contrer efficacement les manœuvres de manipulation de l'opinion publique en s'assurant de s'appuyer sur des preuves factuelles et des recherches approfondies pour démontrer l'impact négatif de ces groupes.
4. Les tensions ethniques commencent à refaire surface dans certaines zones, et les discours de haine pourraient s'intensifier. Ces discours servent à discréditer à la fois l'opposition et le parti au pouvoir. Les conflits entre les membres des partis politiques pourraient s'aggraver dans certaines régions et arrondissements, entraînant des risques accrus de violence et de dégâts humains et matériels. Dans ce contexte, il est crucial de mettre en place des mécanismes de médiation et de dialogue pour apaiser les tensions et prévenir l'escalade.
5. Pour les deux élections, la peur de l'intimidation et l'absence des partis de l'opposition sur le terrain a conduit au découragement des électeurs de ces partis. Cela risque de conduire à une faible participation citoyenne ou, à défaut, à un soutien accru au MCU par une partie de la population qui ne se reconnaissent plus à travers les partis de l'opposition démocratique.
6. Durant les récentes élections et le référendum de 2023, des observateurs électoraux issus de mouvements panafricanistes du Cameroun et de la Centrafrique ont émergé, recevant des accréditations en tant qu'observateurs indépendants de l'Autorité Nationale des Élections (ANE). Ces groupes, dont la crédibilité est parfois remise en question par les populations elles-mêmes, pourraient se multiplier lors des prochaines élections, risquant d'affecter négativement l'évaluation de la transparence électorale et compromettre la

¹ Majoritairement des jeunes qui soutiennent les actions du Président et des membres du gouvernement à travers des publications souvent délibérément fallacieuse sur les réseaux sociaux et sur les messageries telles que Whatsapp.

perception publique de l'intégrité électorale. L'amélioration des critères d'accréditation et la collaboration avec des organisations expérimentées pourraient atténuer ces risques.

SCÉNARIOS PROSPECTIFS POUR LES ÉLECTIONS EN RCA EN 2025

› **Scénario optimiste**

Dans ce scénario, les défis logistiques et financiers sont surmontés grâce à une collaboration efficace entre le gouvernement, la communauté internationale et les organisations locales. Le taux de participation aux élections locales dépasse les attentes. Les mécanismes de médiation aident à apaiser les tensions ethniques et politiques, ce qui diminue les incidents de violence par rapport aux cycles électoraux précédents. Les critères et les mécanismes d'accréditation pour les observateurs électoraux sont plus rigoureux, ce qui améliore la crédibilité du processus électoral et renforce la confiance du public.

› **Scénario intermédiaire**

Les élections se déroulent avec quelques retards dus à l'insécurité dans certaines régions. Le taux de participation reste faible mais ne diminue pas davantage. Certaines tensions ethniques et la désinformation persistent, mais les mécanismes de prévention contribuent à limiter les conflits. La présence des observateurs électoraux varie en qualité, mais ceux-ci font preuve de professionnalisme, ce qui entraîne des critiques modérées sur la transparence du processus.

› **Scénario pessimiste**

Les élections sont marquées par un faible engagement citoyen, avec une participation en baisse par rapport aux dernières élections. La désinformation ainsi que les tensions ethniques et politiques s'intensifient au niveau communautaire et dans les médias, provoquant de nombreux incidents de violence comparables à ceux des élections passées. La propagation de la désinformation et les discours de haine augmentent l'instabilité. L'absence d'observateurs électoraux bien formés et indépendants nuit gravement à la perception de l'intégrité électorale, ce qui compromet la légitimité des résultats et la sécurité dans le pays.

DOCUMENTS CLÉS

- **Constitution 2023**
- **Code électoral**

D'autres documents relatifs aux enjeux électoraux sont disponibles sur www.pdwcar.com

GOVERNANCE LOCALE

7. L'année 2025 est une étape clé pour engager les populations et établir des bases solides pour une gouvernance locale efficace en République Centrafricaine, à condition de développer des approches qui renforcent la transparence et la redevabilité, impliquant les autorités locales et les citoyens.
8. La législation sur la décentralisation est encore largement méconnue par une grande partie de la population, ainsi que par les autorités locales et la société civile. Le manque de financement et d'engagement pour sa diffusion pourrait conduire à la réalisation de projets de petite envergure, sans impacts significatifs, en raison de l'absence d'une dynamique nationale efficace pour impliquer la population.
9. Depuis 2013, la création de divers comités de gestion des conflits et la désacralisation des leaders traditionnels ont considérablement transformé la gestion locale des crises, remettant en question les traditions et même les mécanismes de transmission générationnelle des us et coutumes en gestion des conflits.
10. La politisation du tissu local rend plus difficile l'écoute des voix dissidentes et l'émergence de débats ouverts, réduisant ainsi l'espace civique au niveau local.
11. Aligner les plans locaux de développement (PLD) avec le plan national de développement (PND) représenterait un progrès important pour harmoniser les stratégies locales avec la vision nationale. La reconnaissance et la valorisation de ces plans auprès du secteur privé et des jeunes entrepreneurs est une condition pour stimuler l'émergence d'initiatives favorisant le développement économique local et l'établissement de pôles d'activités dans les zones sécurisées dites « vertes » du pays telle que la Lobaye.
12. Mettre en place des initiatives locales coordonnées, permettant aux jeunes et aux femmes de se réappropriier les enjeux de gouvernance et économiques locaux est crucial pour l'émergence des régions, à condition de développer des modèles adaptés et des mécanismes de collaboration interrégionale pour générer une dynamique nationale positive.

SCÉNARIOS PROSPECTIFS POUR LA GOUVERNANCE LOCALE EN RCA EN 2025

› **Scénario optimiste**

La décentralisation progresse avec succès en 2025, grâce à une campagne nationale de sensibilisation et à un appui financier des partenaires. Le pourcentage de la population comprenant les lois de décentralisation atteint au moins 50 % par région. Des financements adéquats permettent la mise en œuvre de projets significatifs, augmentant l'impact local. Les plans locaux de développement (PLD) s'alignent à 80% avec le plan national de développement (PND), favorisant la création de pôles stables et dynamiques dans les zones sécurisées.

› **Scénario intermédiaire**

Les efforts de décentralisation montrent des résultats mitigés, avec un taux faible de la population consciente des nouvelles législations. Les initiatives locales sont menées en silos et stagnent, limitées par des financements insuffisants. L'alignement entre les PLD et le PND est partiel freinant le développement économique local. La politisation continue d'entraver l'écoute et le débat civique.

› **Scénario pessimiste**

La décentralisation échoue à gagner du terrain et la population n'est toujours pas informée des lois et de l'impact sur leur quotidien. Les projets locaux restent limités, sont mal coordonnés et peu impactant, aggravés par l'absence de financement. L'alignement entre les PLD et le PND est négligeable, bloquant le développement dans les zones sécurisées. La confiance dans les dirigeants locaux et le débat civique diminue, limitant la participation et l'influence citoyenne.

DOCUMENTS CLÉS

- **Loi de 2022 sur la décentralisation**
- **Arrêté sur les conditions d'élaboration des plans de développement locaux (PDL)**

D'autres documents relatifs aux enjeux de la gouvernance locale sont disponibles sur www.pdwcar.com

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

13. Fin 2024, le gouvernement a amorcé des discussions avec le secteur privé afin d'identifier les pistes d'actions susceptibles d'améliorer le climat des affaires. Dans un contexte économique de plus en plus difficile pour les populations en raison de la hausse du coût de la vie et du prix de l'hydrocarbure, l'engagement du secteur privé dans le dialogue avec le gouvernement reste assez opaque et ne cristallise pas assez les revendications de la population. Un dialogue et une collaboration entre la société civile et le secteur privé devrait être pensé et mis en place afin que la souffrance des populations puisse être prise en compte dans le dialogue public-privé et l'amélioration du climat des affaires.
14. La diffusion du Plan national de développement (PND) au sein du secteur privé et des groupes de jeunes entrepreneurs est cruciale. Cela leur offrira l'opportunité, grâce à des mécanismes d'accompagnement, de s'approprier le document, de participer activement à sa mise en œuvre et de devenir des acteurs clés dans le suivi stratégique de son exécution. Les jeunes entrepreneurs, en particulier, peuvent apporter des perspectives nouvelles et adaptées aux besoins changeants du marché, renforçant ainsi l'impact positif du PND sur l'économie. L'une des conditions à leur participation effective est l'accès à internet qui pourrait être résolue en partie grâce à la levée du blocage administratif de l'utilisation du réseau Starlink² en République Centrafricaine.
15. La transparence et la vulgarisation des accords économiques signés avec des pays étrangers est aujourd'hui un défi majeur pour le développement du secteur privé centrafricain. Le sentiment de déséquilibre dans l'exécution de ces accords est source de frustration au sein de la population et favorise la stigmatisation des partenaires étrangers dans le pays. La vulgarisation doit se faire pour favoriser l'engagement des entreprises locales dans les échanges internationaux et aider à stimuler l'innovation et les investissements pour une économie plus résiliente et compétitive.
16. Depuis 2023, le nombre d'initiatives de formation en entrepreneuriat a considérablement augmenté. Cette tendance devrait se poursuivre en 2025, mais il est crucial d'assurer leur alignement avec les besoins nationaux (accès à l'eau, accès à l'électricité, accès à l'éducation...). Un meilleur alignement peut favoriser l'émergence d'initiatives économiques innovantes, permettre de renforcer les compétences entrepreneuriales et contribuer à une économie plus compétitive et dynamique.

² Starlink est un fournisseur d'accès à Internet par satellite de la société SpaceX appartenant à l'homme d'affaire Elon Musk.

SCENARIOS PROSPECTIFS POUR LE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN RCA EN 2025

› Scénario Optimiste

En 2025, le dialogue renforcé entre le secteur privé et public améliore considérablement le climat des affaires, réduisant les obstacles structurels. La diffusion réussie du Plan national de développement (PND) engage les jeunes entrepreneurs, qui deviennent moteurs d'innovation. Les partenariats économiques internationaux, notamment avec la Chine et l'Inde, augmentent les investissements étrangers, stimulés par la transparence et l'accessibilité accrue des informations. Les initiatives de formation voient une parfaite adéquation avec les besoins nationaux, renforçant la compétitivité économique.

› Scénario Intermédiaire

Le climat des affaires en RCA s'améliore modérément avec une réduction des obstacles structurels. Le PND est partiellement adopté par le secteur privé, engageant des jeunes entrepreneurs. Les partenariats économiques progressent, mais l'accès à l'information reste limité, freinant les investissements étrangers. La formation en entrepreneuriat s'aligne progressivement avec les besoins.

› Scénario Pessimiste

Le dialogue entre le secteur privé et public stagne, laissant les obstacles structurels inchangés. La diffusion du PND échoue à mobiliser, impliquant peu de jeunes entrepreneurs. Les partenariats économiques internationaux ne progressent pas, freinés par un manque de transparence, inhibant les investissements étrangers. Les initiatives de formation ne s'alignent pas sur les besoins nationaux, laissant la compétitivité économique inchangée.

DOCUMENTS CLÉS

- **Plan Nationale de Développement (PND)**
- **Loi n°20.011 portant Code des Petites et Moyennes Entreprises et des Petites et Moyennes Industries (PME/PMI)**

D'autres documents relatifs aux enjeux de développement sont disponibles sur www.pdwcar.com

ENVIRONNEMENT

17. Ces dernières années, le pays a subi des inondations récurrentes, accentuées par une gestion inappropriée des sites miniers et forestiers par certaines entreprises ainsi que par l'exploitation du sable dans le fleuve Oubangui. Cette situation pourrait persister, provoquant des dommages matériels, des déplacements de populations et des pertes humaines. Les risques humanitaires liés aux enjeux écologiques et climatiques sont donc élevés.
18. Les défis écologiques actuels et futurs soulignent la nécessité urgente de créer des initiatives collaboratives entre les organisations de la société civile et les élus locaux afin de sensibiliser les communautés et les décideurs qui, pour la plupart, n'ont aucune connaissance et notion sur les enjeux environnementaux et écologique.
19. La mobilisation, l'engagement et l'accompagnement du développement d'un secteur privé proposant des solutions vertes est à encourager. Cela pourra avoir un impact à condition que les incubateurs locaux, le gouvernement et les bailleurs de fonds puissent développer des approches contextualisées et mettre à disposition des fonds assez flexibles pour soutenir cette dynamique.
20. Mobiliser, engager et soutenir une société civile active, capable de s'impliquer dans des actions de plaidoyer concernant la gestion des ressources naturelles, sera essentiel pour établir cet agenda national, notamment en 2025 afin d'encourager une surveillance accrue de l'utilisation des ressources, de favoriser la réduction des conflits liés à leur exploitation et faire entendre la voix des populations sur leurs droits.

SCENARIOS PROSPECTIFS SUR L'ENVIRONNEMENT EN RCA EN 2025

› Scénario optimiste

En 2025, la République centrafricaine voit une forte collaboration entre la société civile et les élus locaux et les acteurs économiques qui exploitent les ressources. Les initiatives collaboratives améliorent la gestion environnementale, et les communautés s'engagent activement à des programmes de résilience climatique. Les mouvements de populations dus aux catastrophes naturelles diminuent grâce à une gestion efficace des sites miniers et forestiers. On assiste à l'émergence d'un écosystème économique autour des enjeux environnementaux.

› Scénario intermédiaire

La coopération entre la société civile et les élus locaux et les acteurs économiques qui exploitent les ressources s'améliore modérément sur les enjeux environnementaux, diminuant légèrement les dommages liés aux inondations. La gouvernance environnementale progresse avec une participation communautaire active. Les initiatives pour l'utilisation durable des ressources avancent, mais les déplacements de populations restent substantiels.

› Scénario pessimiste

La RCA continue de faire face à des défis écologiques majeurs en 2025, avec des inondations causant des dommages importants et des déplacements de population inchangés. Une nouvelle crise humanitaire est annoncée en raison de l'impact sur les populations.

La collaboration entre la société civile et les élus locaux est faible, n'améliorant pas la gouvernance environnementale et on assiste à un nombre incontrôlé et opaque d'autorisations d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles. La mobilisation des communautés reste quasi inexistante en raison du manque de plaidoyer de la société civile et de l'absence de ressources financières pouvant permettre de mettre en œuvre des projets de résilience au changement climatique et à la dégradation anthropique.

DOCUMENTS CLÉS

- **Code de l'environnement**
- **Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA)**
- **Stratégie Nationale et Plan d'Action pour la Biodiversité (SNPA-BD)**
- **Programme National de Reforestation et de Restauration des Écosystèmes Dégradés :**
- **Politique Nationale de l'Environnement (PNE) Stratégie Nationale de Lutte Contre la Désertification (SNLD)**

D'autres documents relatifs aux enjeux environnementaux sont disponibles sur www.pdwcar.com

SOCIETE CIVILE

21. Ces dernières années, les observateurs soulignent un silence de plus en plus important de la société civile centrafricaine, cela en raison de la fermeture de l'espace civique, mais aussi de tensions entre les Organisations de la société civile (OSC). L'enjeu pour 2025 est de renforcer la coopération entre les OSC afin d'accroître leur engagement actif et de faciliter une réponse coordonnée aux grands enjeux nationaux en portant la voix des populations. Leur implication dans l'élaboration et le vote des lois à l'Assemblée nationale est cruciale. Cela nécessite toutefois un soutien institutionnel et l'établissement de mécanismes de communication et de collaboration avec les institutions nationales.
22. Créer des espaces de dialogue et de débat est un enjeu crucial, nécessitant l'engagement actif des organisations de la société civile. Les institutions éducatives, comme les universités, les maisons de jeunes et les mairies, devraient redevenir des lieux fédérateurs encourageant la participation citoyenne active.

SCENARIOS PROSPECTIFS POUR LA SOCIETE CIVILE EN RCA EN 2025

› Scénario optimiste

En 2025, la coopération entre les organisations de la société civile s'intensifie, facilitant une réponse coordonnée aux enjeux nationaux. Les mécanismes de communication avec les institutions nationales sont opérationnels, et les lois à l'Assemblée nationale intègrent des contributions/interventions de la société civile. Les espaces de dialogue s'ouvrent au sein des universités, des mairies et de maisons de jeunes à travers l'organisation régulière de débats citoyens et de moments d'échanges avec les élus.

› Scénario intermédiaire

La coopération entre les organisations de la société civile s'améliore, augmentant leur implication dans les débats liés aux enjeux nationaux et dans l'élaboration des textes de lois. Les espaces de dialogue s'établissent modérément, avec des institutions éducatives encourageant la participation citoyenne active.

› Scénario pessimiste

Les tensions et le manque de collaboration entre la société civile ainsi que la réduction de l'espace civique se poursuivent. La société civile ne prend part à aucune élaboration et ou débat sur les lois. Les espaces de dialogue demeurent faibles et on assiste à un désintérêt encore plus important des populations sur la gestion de la chose publique.

« Regards Civils » & notre agenda pour 2025

"Regards civils" est une revue d'analyse et de perception qui donne la parole à celles et ceux qui vivent et façonnent la République Centrafricaine. À travers des consultations, des entretiens et des groupes de discussion, elle recueille et met en lumière les opinions, les analyses et les recommandations des acteurs centrafricains sur les défis majeurs du pays. Son objectif est d'offrir une lecture fidèle et directe des perceptions locales sur les enjeux de paix, de gouvernance et de développement économique et social.

Elle s'adresse aux décideurs politiques, aux acteurs du développement, aux chercheurs et aux citoyens engagés, désireux de mieux comprendre les dynamiques centrafricaines à travers le prisme des perceptions locales.

MÉTHODOLOGIE

Chaque édition repose sur un travail de terrain rigoureux, mobilisant des consultations et des focus groupes dans plusieurs régions du pays. Les contributions sont restituées sous forme de scénarios synthétiques – optimiste, intermédiaire et pessimiste – permettant d'anticiper les évolutions possibles et d'orienter les stratégies d'action.

POURQUOI "REGARDS CIVILS" ?

Une meilleure compréhension des perceptions locales permet d'adapter les politiques et actions aux réalités du terrain, en donnant la parole aux acteurs centrafricains pour valoriser leur expertise et leur rôle dans la construction du pays, et en analysant ces perceptions pour contribuer à l'élaboration de solutions innovantes et durables pour la paix et le développement.

PROCHAINES ÉDITIONS DES JOURNÉES DE L'OBSERVATOIRE

- **Dates** : mars, mai, aout, Décembre 2025
- **Pourquoi y participer ?** Dans un environnement où l'espace civique est de plus en plus réduit, les journées de l'Observatoire sont reconnues comme un espace d'expression, de contribution et de collaboration libre et unique pour la société civile centrafricaine. Le temps d'un échange, les OSC sont confrontées au regard critique des populations qui y prennent part.

Les journées de l'Observatoire sont donc un espace d'écoute et d'apprentissage important sur les dynamiques nationales.

- **Comment y participer ?** : +236 75.57.78.03/72.99.45.06 Email : contact@pdwcar.com

PROCHAINS DOSSIERS

- Plan national de développement (PND) et entrepreneuriat
- Les enjeux écologiques et environnementaux en République centrafricaine
- Elections et désinformations

QUI SOMMES-NOUS ?



Peace and Development Watch Central African Republic (PDW) est un **Think Tank privé et indépendant**, spécialisé dans l'**analyse prospective**, l'**étude des perceptions** et l'**innovation sociale** pour relever les défis de la paix et du développement en République Centrafricaine.

Nos missions

- > **Conseiller et accompagner les partenaires** vers des solutions adaptées et durables.
- > **Porter et valoriser les regards et les voix** des populations centrafricaines sur les grands enjeux nationaux.
- > **Soutenir et vulgariser la recherche centrafricaine**, en valorisant les connaissances locales.
- > **Encourager l'innovation et la créativité** pour des solutions contextualisées et durables.
- > **Assurer le suivi et l'évaluation des projets**, à travers des méthodologies rigoureuses :
 - o **Suivi-évaluation participatif** pour impliquer les acteurs locaux,
 - o **Appui méthodologique** pour renforcer les capacités des porteurs de projets.

Grâce à des **recherches stratégiques**, des **enquêtes de terrain** et des **solutions innovantes**, PDW éclaire les décideurs publics et privés, **mesure l'impact des initiatives** et propose des recommandations concrètes pour une transformation durable du pays.



Copyright - Kessy EKOMO SOIGNET

Peace and Development Watch – Central African Republic

Adresse : Immeuble SICBA/BRASSERIE

Avenue Valéry Giscard D'Estaing, Bangui, République Centrafricaine, 2^{ème} Etage

Tel : 75.57.78.03/ 72.99.45.06

Email : contact@pdwcar.com

Site internet : www.pdwcar.com